

SNU: tous prêts, sauf Macron



SIPA PRESS

Le futur Service national universel doit être étendu. Mais quand? Les ministères sont prêts. Ne manque plus que le chef de l'Etat. Une déléguée générale au SNU, Corinne Orzechowski, a été nommée mercredi. A charge pour elle et ses deux futurs adjoints (un recteur et un général) de mettre en place l'ingénierie administrative de ce service civil. **Page 4**

Le futur Service national universel doit être étendu. Mais quand? Les ministères sont prêts. Ne manque plus que le chef de l'Etat

SNU: tout est prêt sauf Emmanuel Macron

Salle d'attente

Une déléguée générale au SNU, Corinne Orzechowski, auparavant préfète de l'Oise, a été nommée mercredi en conseil des ministres. A charge pour elle et ses deux futurs adjoints (un recteur et un général) de mettre en place l'ingénierie administrative de ce service civil qui doit monter en puissance.

Matthieu Deprieck et Marie-Amélie Lombard-Latune

UN CONSEILLER MINISTÉRIEL souffle : « On a arrêté de donner une date. » Plusieurs fois annoncée, la généralisation du Service national universel (SNU) se fait toujours attendre. L'idée de l'étendre, jusqu'à, éventuellement, le rendre obligatoire pour toute une classe d'âge, est portée par Emmanuel Macron. Les ministères concernés ont compris que le Président seul tenait le calendrier entre ses mains. La secrétaire d'Etat chargée du dossier, Sarah El Haïry, en profite pour peaufiner

une réforme qu'elle prépare depuis des mois. A son agenda cette semaine, une kyrielle de rendez-vous avec le milieu associatif, les représentants des cultes et les syndicats enseignants (pas les moins difficiles à convaincre).

Officiellement, tout est prêt, il n'y aurait plus qu'à appuyer sur le bouton. Mais tout le monde s'attend plutôt à ce que l'annonce intervienne après l'adoption de la réforme des retraites. « Rien ne sert de pousser les jeunes dans la rue avec l'idée, fautive, que le gouvernement leur impose une sorte de service militaire », glisse un conseiller de l'exécutif.

Tel est bien l'enjeu pour « vendre » le SNU : trouver le bon équilibre entre son côté engagement citoyen, sa dose de patriotisme et de valeurs républicaines, et son aspect « colonie de vacances » attentif aux préoccupations de la génération Climat. « C'est ce dosage qui sera la clé de la réussite », sont persuadés les défenseurs du projet, qui martèlent toujours qu'« il n'y aura pas de maniement des armes ».



Contexte géopolitique. Les modalités du SNU donneront donc le ton. Première hypothèse, un séjour de douze jours obligatoire pour tous les lycéens en seconde (environ 750 000 jeunes), en dehors de leur département et pendant le temps scolaire. Cette option a la préférence des pro-SNU, Sarah El Haïry en tête, qui espère que cette généralisation tournera à plein régime « à la fin du quinquennat ». Cela suppose une logistique énorme avec des encadrants (un tiers de militaires, un tiers d'enseignants, un tiers issu de l'éducation populaire et des associations), quelque 480 lieux d'accueil pour des groupes de 200 jeunes et un budget évalué entre 1,7 et 1,9 milliard par an. Une trentaine de « modules » rempliraient l'emploi du temps : de la connaissance des institutions à la découverte d'une séance de conseil municipal, du secourisme aux bonnes réactions en cas de catastrophe naturelle.

Autre option à l'étude, la montée en puissance du SNU actuel mais qui resterait facultatif. Sur le plan symbolique, la différence est de taille. En 2017, le programme du candidat Macron prévoyait un « service national » pour tous les jeunes. Projet d'abord porté par Gabriel Attal puis par le secrétariat d'Etat dédié de Sarah El Haïry depuis juillet 2022. La Covid a freiné son avancée. La guerre en Ukraine aurait aussi eu un impact. « Emmanuel Macron est très attaché à l'esprit de défense, à l'idée de résilience, à la capacité à affronter les crises. Forcément, le contexte géopolitique interroge, juge Bruno Studer, député Renaissance du Bas-Rhin et membre de la commission de la Défense. Ce n'est pas la même chose d'annoncer la généralisation du SNU il y a un an et aujourd'hui, après douze mois de conflit en Europe. »

Si la volonté politique, et d'abord présidentielle, est bien mise en avant, tous les blocages ne sont pas levés. Des arbitrages n'ont pas été encore rendus. La clé de répartition du budget entre l'Education nationale et les Armées en est un. L'implication des enseignants en est une autre. Pour le moment, ces derniers ne sont guère convaincus par un SNU obligatoire, critiquant pêle-mêle une « militarisation déguisée » et un empiètement sur le temps scolaire. « Au début, l'armée a pris le leadership avec levée du drapeau, "Marseillaise" et garde-à-vous, assure Béatrice Laurent, secrétaire nationale de l'Unsa-Education. Il n'est pas envisageable que des personnels de l'Education

nationale soient encadrants. » Pour le député Christophe Blanchet (Modem, Calvados), qui a suivi le SNU dès ses débuts et participé à plusieurs séjours au milieu des jeunes, « c'est cette méconnaissance qu'il faut lever en expliquant pourquoi le SNU est une opportunité, pas une contrainte. Bien sûr, le SNU ne réparera pas tous les maux d'une génération mais, à long terme, il produira des résultats ».

Co-tutelle. Jusqu'à présent, le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, ne s'est guère fait entendre sur un sujet dont il a pourtant la co-tutelle. « Nous avons des difficultés d'organisation (...). Nous devons donc réfléchir très sérieusement à une meilleure organisation car à différents degrés, les choses ne fonctionnent pas comme nous le souhaitons », a-t-il seulement lâché lors d'une audition en juillet dernier au Sénat. Un enthousiasme tout sauf massif de la part d'un ministre par ailleurs hostile au port de l'uniforme à l'école. « Une expression commune avec Sarah El Haïry sur le sujet est en préparation », assure cependant l'entourage de la secrétaire d'Etat.

Côté Armées, la pilule d'avoir à s'occuper de garçons et filles de 15-16 ans plus de vingt-cinq ans après la fin du service militaire passe moyennement. Elle est plus acceptable si le SNU peut à terme constituer un vivier de réservistes pour la Garde nationale, voire susciter des vocations pour un engagement.

En avril 2019, trois-quarts (74 %) des Français étaient favorables au SNU, selon un sondage Ifop, y compris les 18-24 ans (à 67%). Activités sportives comme celles liées à la défense ou à la sécurité sont plébiscitées, beaucoup moins celles touchant à la transition climatique, indique une autre enquête, menée par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Cela étant, en cas de séjour imposé, cette approbation chute sur tous les critères. Autre élément à avoir en tête, les quelque 50 000 participants des séjours organisés depuis 2019 avaient souvent (à 37%) un de leurs deux parents appartenant à « un corps en uniforme ».

« L'acceptabilité » du SNU par toute une classe d'âge : le défi a bien été identifié par Sarah El Haïry qui argumente inlassablement sur la nécessité de « créer du patriotisme ».

Pour l'heure, des questions plus prosaïques occupent les esprits. Et nourrissent les



échanges entre les cabinets de Sarah El Haïry, Sébastien Lecornu (Armées) et Sonia Backès (Citoyenneté) d'un côté, et Matignon de l'autre. Les trois ministres préfèrent qu'un SNU obligatoire passe par un projet de loi spécifique alors qu'Elisabeth Borne penche pour l'inclure dans la loi de programmation militaire (LPM). La Première ministre est guidée par un principe de réalité : le calendrier parlementaire, plein à craquer, ne laisse aucune place à un projet de loi « SNU » d'ici la fin de session en juin.

@mdeprieck @malombard



L'annonce de l'extension du **Service national universel** pourrait intervenir après l'adoption de la réforme des retraites.

SIPA PRESS

